

TÜRKİYE CUMHURİYETİ
AVRUPA BİRLİĞİ BAKANLIĞI



RÉPUBLIQUE DE LA TURQUIE
MINISTÈRE DES AFFAIRES EUROPÉENNES

REPUBLIQUE DE LA TURQUIE MINISTÈRE DES AFFAIRES EUROPÉENNES



LE MINISTRE DES AFFAIRES EUROPÉENNES ET NEGOCIATEUR EN CHEF **ÖMER ÇELİK**

QUESTIONS FREQUEMMENT POSEES ET REPONSES

TÜRKİYE CUMHURİYETİ
AVRUPA BİRLİĞİ BAKANLIĞI



REPUBLIQUE DE LA TURQUIE
MINISTRE DES AFFAIRES EUROPEENNES



LE MINISTRE DES AFFAIRES EUROPEENNES ET
NEGOCIATEUR EN CHEF

ÖMER ÇELİK

QUESTIONS FREQUEMMENT POSEES ET REPONSES

TABLER DES MATIÈRES

La Turquie poursuit-elle toujours l'objectif de devenir membre à part entière de L'UE?.....	7
Est-il possible de parler de nouveaux modèles de relation entre la Turquie et l'UE en dehors de l'adhésion à part entière?.....	8
Comment définissez-vous la Turquie au sein de l'Europe?.....	9
Comment définissez-vous les relations entre la Turquie et l'UE?	10
Peut-on parler d'un relâchement de la volonté de poursuivre les réformes en Turquie?.....	12
Voyez-vous toujours l'Union Européenne en tant qu'union des valeurs?....	14
Est-ce la Turquie qui a besoin de L'UE ou est-ce L'UE qui a besoin de la Turquie?.....	16
A votre avis quelle est l'attrance fondamentale de la Turquie pour l'UE?.....	18
Pensez-vous que l'UE fasse deux poids, deux mesures envers la Turquie?.....	20
Pensez-vous que l'hostilité envers la Turquie se répande au sein des Etats membres de l'UE?.....	22
Comment évaluez-vous les critiques surtout récentes envers la Turquie concernant les libertés?.....	23
Comment évaluez-vous les nombreuses arrestations de journalistes et de membres du Parlement dans le cadre de la loi sur la lutte contre le terrorisme?	26
Les demandes d'extradition pour crimes terroristes sont-elles accordées par les Etats membres de l'UE lorsque la Turquie en fait la requête?.....	28
Comment faut-il évaluer les discussions sur la réintroduction de la peine de mort en Turquie?.....	30
Quelle est l'approche de la Turquie sur le dossier des réfugiés?.....	31
Quel est votre constat sur la coopération entre la Turquie et l'UE sur le dossier de la crise migratoire?.....	34
Quelle est l'implication de la crise migratoire sur le système des valeurs de l'UE?.....	36

Quel est votre constat sur la condition préalable de l'UE de modifier la loi antiterroriste turque en échange de la libéralisation des visas?.....	38
L'UE assume-t-elle suffisamment ses responsabilités envers la Turquie concernant la crise migratoire?.....	40
Vous hébergez plus de 3 millions de réfugiés syriens. Cette situation a-t-elle eu des effets néfastes sur la politique intérieure et le tissu social de la Turquie?.....	43
Quel est votre constat sur l'échec de l'UE en matière de création d'une politique commune sur de nombreux dossiers?.....	44
Aujourd'hui l'UE fait face à de nombreuses crises. A votre avis quel est le problème fondamental rencontré par l'UE?.....	46
Les relations turco-russes progressent-elles de manière à devenir une alternative aux relations entre la Turquie et l'UE?.....	49
Quelle sera la place de la Turquie dans l'image de l'Europe qui va émerger à la suite du Brexit?	50
Qu'aimeriez-vous dire sur le dossier des droits des minorités?.....	52
Quel est votre constat sur l'appel du Parlement européen à suspendre les négociations?	54
Vous avez dit que l'UE développait une rhétorique qui ne cessait d'être basée sur un agenda négatif dans ses relations avec la Turquie. Pourriez-vous nous en dire plus?	56
Quelle est votre évaluation de la crise récente dans les relations entre la Turquie et l'UE?	60
Vous avez dit que vous considériez que l'UE manquait de sincérité dans ses relations avec la Turquie?	62
Que pensez-vous de l'approche de l'UE consistant à ne pas ouvrir de nouveaux chapitres?	64
Si vous aviez à choisir, qu'est-ce qui est plus important, la démocratie ou l'Etat de droit?	65
A votre avis, la population de la Turquie est-elle un facteur déterminant dans ses relations avec l'UE?	66

Vous attendez-vous à des concessions de la part de l'UE, étant donnée la taille importante de votre pays?.....	67
Que pensez-vous de la politique d'élargissement de l'UE?.....	68
Est-il vrai que les relations entre la Turquie et l'UE ont récemment été limitées au dossier migratoire?	69
Pourriez-vous dire que la Turquie préserve l'équilibre entre la liberté et la sécurité dans sa lutte contre le terrorisme?.....	70
Quel est le rapport entre la sécurité de la Turquie et la sécurité de l'UE?.....	72
Comment évaluez-vous le fait que les termes islam et terrorisme soient utilisés ensemble?.....	74
Que pensez-vous des mouvements d'extrême droite qui gagnent du terrain en Europe?.....	76
Que souhaiteriez-vous dire à propos de la lutte contre les tendances extrémistes?.....	78
Quel est le rapport entre l'hostilité envers la Turquie et l'islamophobie, et l'europhobie, la xénophobie et l'antisémitisme?	80
Vous parlez de poupée russe faisant référence aux mouvements d'extrême droite. Pourriez-vous vous expliquer s'il vous plaît?.....	82
Pensez-vous que le niveau de coopération entre la Turquie et l'UE en matière de la lutte contre le terrorisme soit suffisant?.....	84
Vous avez mentionné un deux poids, deux mesures concernant la lutte contre le terrorisme. Qu'avez-vous voulu dire?.....	85
Comment définissez-vous l'organisation terroriste Fethullah Gulen (FETO)?....	89
A l'issue de la tentative de coup d'Etat, la solidarité attendue entre la Turquie et l'UE a-t-elle émergée?	90
Dans quelle direction les relations entre la Turquie et l'UE devraient-elles évoluer face aux instabilités régionales et mondiales?	92
Pourquoi est-il important de maintenir ouvertes des voies de communication entre la Turquie et l'UE ?.....	94
Comment visualisez-vous l'avenir des relations entre la Turquie et l'UE? ...	97



La Turquie poursuit-elle toujours l'objectif de devenir membre à part entière de L'UE?

Dans ses relations avec l'UE, la Turquie envisage toujours une adhésion à part entière à l'UE. Toutefois, la question est de savoir avec quelle Union européenne nous l'envisageons. Nous envisageons une adhésion à part entière à une Union européenne unifiée par la démocratie, l'Etat de droit, les droits de l'homme et une Union européenne ayant pu éliminer toute politique de deux poids deux mesures autour de ces valeurs.

S'il s'agirait d'une Europe tel qu'elle serait imaginée par certains mouvements d'extrême droite et racistes tels que Pegida, Aube dorée ou le Mouvement 5 étoiles, dans tous les cas la Turquie ne souhaitera pas en devenir membre, même si elle y est invitée. Par exemple, nous ne voudrions pas non plus devenir membre d'une Union européenne telle qu'elle est envisagée par Nicolas Sarkozy. Bien évidemment, nous ne voudrions pas non plus d'une Europe de Le Pen. Bien évidemment, nous ne voudrions pas non plus de l'Europe de Wilders. Bien évidemment, nous ne voudrions pas non plus de l'Europe envisagé par le ministre des affaires étrangères autrichien

L'Union européenne que nous souhaitons est une Europe basée sur des valeurs démocratiques authentiques. Tenant compte des circonstances dans lesquelles nous nous trouvons, la Turquie envisage toujours une adhésion à part entière à une Union européenne unifiée par des valeurs démocratiques authentiques.

Est-il possible de parler de nouveaux modèles de relation entre la Turquie et l'UE en dehors de l'adhésion à part entière?

On ne peut ni nous proposer autre chose qu'une adhésion à part entière à l'UE ni pouvons-nous l'accepter. Une approche qui stipulerait, « Mettons de côté les négociations avec la Turquie et concentrons-nous sur le développement dans d'autres domaines »,

serait inacceptable pour la Turquie. Les relations entre la Turquie et l'UE sont trop exhaustives pour n'être réduites qu'à la coopération dans les domaines de l'union douanière, de la lutte contre le terrorisme et de la crise migratoire. Le fondement de nos relations reste basé sur des négociations d'adhésion à part entière à l'UE.

Nous n'acceptons pas de modèles autres qu'une adhésion à part entière à l'UE, tels qu'un « partenariat privilégié ». Nous n'accepterons jamais aucune formule de seconde classe qui nous tiendrait à l'écart des principales institutions de l'Union européenne.



La Turquie est un État européen et une puissance européenne. Cela a été le cas à travers l'histoire et le restera. Ce qui signifie que le fait de ne pas être membre de l'Union européenne n'altère pas cette réalité. La Turquie est un pays européen et une démocratie européenne, même si elle n'est pas membre de l'Union européenne.

Comment définissez-vous la Turquie au sein de l'Europe?

L'Union européenne est notre avenir commun. La sécurité de l'Europe, la prospérité de l'Europe, et l'avenir des démocraties européennes, sont aussi notre avenir commun. La démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme sont des valeurs communes que l'on partage avec l'Union européenne. La Turquie est un pays des Balkans, de l'Asie, de la Mer Noire, et de la Méditerranée. De même, à travers l'histoire, la Turquie a été un État européen et une démocratie européenne. Par conséquent, le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne est en réalité fondé sur la base de telles valeurs.



Comment définites-vous les relations entre la Turquie et l'UE?

Les relations entre la Turquie et l'UE ne devraient pas être fondées sur la concurrence. Les pas accomplis et les réformes effectuées par la Turquie vers l'adhésion à l'UE devons être appréciés et encouragés davantage. Cette transformation en Turquie qui est caractérisée par une économie et une démocratie croissante devrait être analysé correctement.

Dans ses relations avec l'UE, la Turquie ne doit pas être considéré uniquement dans le cadre de la « politique de voisinage », bien au contraire, la Turquie est un pays qui doit être considéré dans le cadre de la politique d'élargissement ».

L'Union européenne et la Turquie ne peuvent être placées dans des contextes différents et traitées comme des acteurs concurrents assis autour d'une table. Lorsque nous observons avec objectivité la situation, une relation de concurrence entre la Turquie et l'Union européenne n'existe pas. Le fait que certains Etats membres de l'Union européenne établissent une relation de concurrence avec la Turquie est la pire chose imaginable et une grave erreur de l'histoire, à la fois pour l'avenir des valeurs de l'Union européenne et pour la démocratie européenne. Il s'agit ici de mettre en avant une grande vision main dans la main, et d'agir avec cette vision commune à la manière dont nous l'avons fait pour la mise en œuvre de l'Accord sur les Réfugiés.

Même si nous ne sommes pas membre de l'Union européenne, nous sommes un grand Etat européen. Cela a été le cas à travers l'histoire. Nous sommes une grande démocratie européenne, nous sommes une grande puissance européenne. Par conséquent, lorsque la Turquie s'exprime ou agit, elle le fait non seulement en tant qu'un pays méditerranéen, qu'un pays du Moyen-Orient, d'une de l'Asie, mais elle le fait également et plus fortement en tant qu'un pays européen. Autrement dit, on ne s'adresse pas à l'Europe mais on s'exprime en tant qu'euro-péen. On ne propose pas de solution à l'Europe, mais on trouve des solutions en tant qu'euro-péen. On ne parle pas à l'Europe, on parle plutôt en tant qu'euro-péen.

Cette phase est une phase de défis majeurs pour la géopolitique européenne dont la Turquie fait partie mais aussi pour les démocraties européennes. Ici, il ne serait pas juste d'analyser la géopolitique européenne indépendamment de la Turquie.

Dans ce contexte, le processus d'adhésion à part entière de la Turquie à l'UE, en tant qu'une majeure puissance européenne et une grande démocratie européenne, est particulièrement nécessaire à la fois pour les intérêts nationaux de la Turquie et à la vision européenne afin que l'Europe puisse créer de nouveaux mécanismes et de nouvelles alliances face à ces crises majeures.

Il n'y a pas de relâchement dans notre volonté à poursuivre les réformes. Nous aspirons à cela non seulement pour le projet de l'Union européenne mais nous poursuivons avant tout ces réformes pour la prospérité de nos citoyens, afin qu'ils bénéficient d'une démocratie de haut niveau.

Peut-on parler d'un relâchement de la volonté à poursuivre les réformes en Turquie?

Il est nécessaire d'analyser les relations Turquie-Union européenne dans un cadre plus large. Dans ce tableau, la sensibilité de la Turquie à protéger l'équilibre entre la liberté et la sécurité à travers les réformes réalisées jusqu'à présent et qui seront réalisées dans l'avenir, même sous cette attaque terroriste massive, est significative.

Nous avons besoin de renforcer des mécanismes de travail conjoint, non seulement pour trouver un moyen de mettre en œuvre ces réformes mais aussi pour l'avenir de l'Europe, celui de l'Union européenne, celui de la démocratie de l'Europe et celui des valeurs de paix en Europe.



En fin de compte, je pense que les valeurs de l'Union européenne

Voyez-vous toujours l'Union Européenne en tant qu'une « union des valeurs »?

n'appartiennent pas seulement au continent européen, mais qu'elles sont plutôt des valeurs universelles de l'humanité qui les

a extraites en filtrant ses grandes expériences. Sur la base de valeurs universelles, plus le sentiment d'unité issu de l'Europe se répand, mieux ce sera pour notre région et le monde entier. C'est-à-dire que cette unité basée sur les valeurs fondamentales politiques va se répandre, se renforcer et y intégrer la Turquie, un pays naturellement européen et une démocratie européenne.

Tout au long de l'histoire, nous avons toujours joué un rôle positif dans la sauvegarde de ces valeurs en tant que non seulement une puissance et démocratie européenne, mais aussi en tant qu'un pays des Balkans, du Caucase, de la Méditerranée, de la Mer noire, et du Moyen-Orient. Nous défendons les valeurs de l'Union européenne, non pas parce qu'elles sont représentées par l'Europe, mais parce qu'elles sont devenues des valeurs universelles.

La Turquie est une grande puissance et une grande démocratie européenne. Dans ce cadre, il nous faut travailler davantage afin de trouver le moyen de renforcer et de sauvegarder ces valeurs universelles et politiques qui appartiennent non seulement au continent européen mais à l'humanité tout



entière. Car, la protection de l'Europe des valeurs, n'est pas seulement la responsabilité de ceux qui vivent sur le continent européen mais aussi celle de tous. Que nous devenions membre ou non de l'UE, nous souhaiterions une Europe unifiée autour de valeurs politiques fondamentales.

En effet, les valeurs qui forment l'Europe sont les valeurs adéquates. Néanmoins, ces dernières années nous avons constaté un déclin dans la façon dont ces valeurs ont évolué en politique et ont été transformées en mécanismes, ce qui a endommagé les valeurs qui font de l'Europe ce qu'elle est. A cet égard, plusieurs politiciens européens ont échoué, ce qui a engendré une marque noire sur l'histoire.

Nous devons également faire face à une Union européenne qui se dirige vers un effondrement par un manque d'anticipation de la part de certains politiciens européens. Car il est également nécessaire de maintenir ces valeurs au haut niveau pour la paix dans les Balkans, pour ne pas avoir une montée de l'extrême droite en Europe, et afin de protéger les Musulmans, les Juifs, c'est-à-dire les groupes qui ont toujours été une cible en Europe.



En effet, la crise migratoire a montré qu'elles avaient besoin l'une et l'autre. Nous traversons aujourd'hui une phase dans laquelle il nous faut intensifier les relations entre la Turquie et l'Union européenne dans le domaine de la crise migratoire et de la lutte contre le terrorisme.

Est-ce la Turquie qui a besoin de l'UE ou est-ce l'UE qui a besoin de la Turquie?



La Turquie en tant qu'un État européen puissant et une démocratie européenne puissante continuera de suivre le chemin du développement des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit. L'établissement de relations fortes et de liens solides entre la Turquie et l'Union européenne est avantageux à la fois pour la région et pour le monde entier. Nous continuerons à concentrer nos efforts dans ce sens.

Au regard des développements qui prennent place à notre proximité, dans une région où nous avons de si profonds conflits sectaires, où les lignes de faille se croisent, en tant qu'une démocratie européenne dans un pays musulman, la Turquie maintient une place unique dans le monde.

**A votre avis
quelle est l'attrait
fondamental de
la Turquie pour
l'UE?**

C'est pourquoi, non seulement la géopolitique de la Turquie ou son armée mais aussi la démocratie et la puissance économique qu'elle a créée, la capacité de sa politique étrangère, et le fait qu'elle soit une démocratie européenne dans une géographie où Musulmans et non-Musulmans coexistent pacifiquement dans un pays dont la majorité est musulmane, en font la force douce de la Turquie. D'un regard objectif, cette puissance est une occasion en or quand il s'agit d'assurer la paix sociale de l'UE, de prouver son engagement à « l'Europe des valeurs », et d'améliorer son efficacité dans sa région.

L'union européenne a été fondée plusieurs fois. Tout d'abord, elle a été établie sur la base d'un accord franco-allemand. Son deuxième établissement, et peut être son ouverture vers les Balkans, a été réalisé par l'accord allemand-polonais. Une troisième fondation doit peut-être être réalisée par son union avec la Turquie et l'Anatolie afin de subvenir aux besoins d'aujourd'hui, de sauvegarder le pluralisme, de générer une attitude commune contre l'extrême droite et les organisations extrémistes comme

DAESH, et générer une politique étrangère commune.

L'Empire romain s'est transformé d'un état européen en un État mondial seulement en s'unissant avec Anatolie. L'Union européenne est un acteur peu efficace face à la crise syrienne et aux autres crises humanitaires. La voie pour qu'elle devienne une puissance mondiale, pour qu'elle produise des politiques précises et légitimes passe par son unification avec la Turquie.

A travers son histoire, la Turquie a toujours été une puissance européenne et reste un État européen. L'avenir et la sécurité de l'Europe nous concernent tous. Par conséquent, nous ne sommes pas des invités mais plutôt des hôtes quand il s'agit de l'avenir et de la sécurité de l'Europe. Nous sommes un pays qui s'exprime au sein de l'Europe et l'expérience de la Turquie va contribuer à son avenir. Vous allez voir que la coopération entre la Turquie et l'Union européenne crée une immense synergie en surmontant les problèmes de sécurité et en assurant le développement économique.

Nous avons clairement observé que la Turquie est un acteur clé et un élément principal lorsqu'il s'agit de la résolution des crises majeures auxquelles l'Europe fait face, comme celle de la crise migratoire récente. Ainsi, tel a été le cas dans la lutte contre le terrorisme; alors que la coalition de 65 pays n'avait pas eu de succès considérable contre DAESH, un mois après la tentative de coup d'État, l'armée turque est entrée à Jerablus, éliminant ainsi DAESH des frontières de l'OTAN.

Nous entrons dans une toute nouvelle phase où nous serons témoins de la transformation de nombreux mécanismes à travers le monde. Il y a de tout nouveaux enjeux mondiaux. Il existe des crises à gérer et des risques sérieux auxquels nous faisons



face. La Turquie est l'adresse correcte face à tous ces risques et contre toutes ces crises, et un acteur important dans leur gestion.

Pensez-vous que l'UE fasse deux poids, deux mesures envers la Turquie?

Nous n'allons pas accepter qu'on nous dise, « allez-y, vous êtes assis au premier rang », lorsqu'il s'agit de se battre pour des valeurs communes, puis de nous dire, « désolé ! Vous n'avez pas de réservation ! », quand il s'agit de partager les valeurs communes au sein des mêmes institutions. La feuille de route de l'UE devrait se poursuivre sur la base d'un critère objectif. Il ne faut pas s'attendre ni à des concessions, ni à des cadeaux. Il est inacceptable d'inviter la Turquie à la table lorsqu'il s'agit

des questions telles que la migration et la lutte contre le terrorisme, qui créent des responsabilités pour la Turquie; et de l'exclure de la table lorsque vient le moment de partager les institutions, les mécanismes et les compétences communs de l'Union eu-



ropéenne. La Turquie est une grande puissance européenne, une grande puissance stratégique et un grand État.

Mettre en avant la coopération avec la Turquie lorsqu'il s'agit de la crise migratoire ou de la lutte contre le terrorisme, mais, de dire que, « la Turquie ne peut être membre les 20 prochains ans, et que même si elle parvient à satisfaire aux critères objectifs, elle ne peut devenir membre dans un futur proche » lorsqu'il s'agit des négociations d'adhésion, est clairement un signe de deux poids deux mesures. La Turquie devrait être considérée comme un partenaire dans le partage de la stabilité et des mécanismes de l'Union européenne de la même manière qu'elle est considérée comme un partenaire dans la lutte contre les défis.

Pensez-vous que l'hostilité envers la Turquie se répande au sein des Etats membres de l'UE?

L'existence d'une démocratie de première classe et d'un engagement démocratique élevé en Turquie est évidente. Par conséquent, chaque pays démocratique est libre de critiquer un autre pays démocratique, néanmoins, telles critiques ne devraient pas se convertir en hostilité. Malheureusement, nous observons que plusieurs politiciens européens se sont récemment laissés emporter par la tendance hostile envers la Turquie. Cela ne bénéficie ni à l'avenir des relations entre la Turquie et l'Union européenne, ni à l'avenir de l'Europe.

Les relations entre la Turquie et l'Union européenne possèdent une profondeur historique et une perspective d'un avenir solide qui ne peuvent pas être limitées à l'approche sans vision de certains politiciens. Pour cette raison, comme je le dis souvent, nous devons nous concentrer sur notre ordre du jour commun.

Comment évaluez-vous les critiques surtout récentes envers la Turquie concernant les libertés?

Nous sommes surtout critiqués en matière de la liberté des médias et de la liberté d'expression. Avec beaucoup de confiance en soi, je le dis, allez-y, ouvrons les 23^{ème} et 24^{ème} chapitres. Vous servez-vous de ces chapitres

comme une excuse pour critiquer la Turquie ou bien avez-vous vraiment l'intention de progresser? Nous avons cette confiance en nous-même. Venez, discutons-en de façon réaliste et confidente.

La liberté de la presse, la liberté d'expression, les droits fondamentaux, l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'équilibre sécurité-justice, l'équilibre sécurité-démocratie, et l'équilibre sécurité-liberté sont tous des éléments des 23^{ème} et 24^{ème} chapitres. En tant que Ministre des Affaires européennes, et négociateur en chef, je le dis, allez-y, ouvrons les 23^{ème} et 24^{ème} chapitres, et vous verrez à quelle vitesse nous remplissons les critères pertinents.

Les relations entre la Turquie et l'Union européenne ne peuvent progresser que grâce aux efforts unilatéraux de la Turquie. En tant que pays en négociation, nous sommes également ambitieux dans ce domaine. Nous nous trouvons à un stade où nous pouvons ouvrir et fermer tous les chapitres et répondre à tous les critères. La relation entre la Turquie et l'Union européenne est une relation stratégique. Il est nécessaire d'améliorer les relations entre les deux parties par un agenda positif aussi



bien qu'en établissant des liens solides. Au lieu de cela, les négociations d'adhésion n'avancent pas, la Turquie est constamment critiquée, une hostilité contre la Turquie existe et l'engagement de la Turquie est remis en question, sur des valeurs que nous avons en commun avec l'Union européenne, telles que la démocratie, les droits de l'homme, l'Etat de droit. Tout ceci signifie une façon incorrecte de mener une politique.

Quant à la liberté d'expression ou celle de la presse, il n'y a pas un endroit dans le monde qui soit parfait. Ils parlent comme si ces sujets nous dérangent, ce n'est pas le cas du tout. Bien au contraire, nous sommes un parti politique qui a fait preuve d'une bataille existentielle pour la liberté d'expression de la presse. Nous n'envisageons pas pour la Turquie, un avenir dépourvu des libertés d'expression et de la presse. Toutefois, comme je l'ai dit, notre fondement s'appuie sur les jurisprudences de la Cour européenne des droits de l'homme,



et sur la Convention européenne des droits de l'homme. Les jurisprudences de la Cour européenne des droits de l'homme indiquent explicitement que tout discours faisant l'éloge, incitant, ou promouvant le terrorisme et la violence ne peut être pris en considération sous le contexte de la liberté d'expression.

La liberté d'expression, la liberté de la presse et des sujets similaires ne sont pas des sujets dont nous nous méfions ou que nous craignons. Tenez, on le dit explicitement : Pourquoi n'ouvrez-vous pas les 23 et 24^{ème} chapitres? Vous allez ouvrir les 23 et 24^{ème} chapitres, la table sera mise et l'on en discutera autour de la table. Toutefois, naturellement on ne peut pas négocier en se servant des chapitres et des négociations d'adhésion comme des excuses, en se servant des négociations d'adhésion comme levier politique et en critiquant la Turquie ou bien en ne lui laissant aucune marge de manœuvre. Il ne s'agirait pas ici d'une négociation, mais cela serait une autre chose.

Il est vrai qu'il y a des journalistes contre qui des actions judiciaires ont été entamées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Néanmoins, il ne faut pas parler d'un titre général des journalistes arrêtés mais il faut plutôt traiter chaque cas indépendamment.

Comment évaluez-vous les nombreuses arrestations de journalistes et de membres du Parlement dans le cadre de la loi sur la lutte contre le terrorisme?

Le cas du journal dont la publication a été interdite dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, peut être cité comme exemple. Voici ce qui a été publié dans un article de ce journal : « Dorénavant, il ne suffit plus pour le PKK d'attaquer des soldats dans le sud-est de la Turquie. Le PKK doit aussi attaquer les civils et les centres commerciaux dans les villes de l'ouest de la Turquie ».

Dans un autre grand titre, il a été mentionné que le PKK avait l'intention d'assassiner des ministres et des politiciens de l'État turc dans le période à venir. Cela est inacceptable dans le contexte de la liberté de la presse.

D'autre part, comme on peut le trouver dans les archives de presse, un membre du parlement s'est exprimé de la façon suivante: « Nous dépendons du PKK. Le PKK a les moyens d'étouffer l'Etat turc ». Un membre du Parlement fait l'éloge de l'orga-

nisation terroriste alors qu'un autre est capturé alors qu'il transporté des munitions aux terroristes dans sa voiture.

Dans ce contexte, la décision de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Herri Batasuna c. Espagne nous sert également comme un exemple important. La Cour européenne des droits de l'homme n'a relevé aucune violation dans cette affaire et a qualifié la décision de la Cour Suprême d'Espagne sur le bannissement du parti Batasuna conforme à la loi pour raison de non-condamnation par les membres du parti de l'organisation terroriste ETA et de participation à un rassemblement faisant l'éloge de l'ETA.

En résumé, il est hors de question que l'immunité d'un membre du Parlement ou la liberté de la presse fasse l'éloge ou soutienne une organisation terroriste. Des titres généraux tels que des journalistes arrêtés ou des députés arrêtés ne sont pas corrects. La Turquie soutient l'Etat de droit, la liberté d'expression et la liberté de la Presse. Toutefois il ne faut pas non plus oublier que nous protégeons notre démocratie dans des conditions difficiles.

De nombreuses demandes d'extradition de la part de la Turquie pour des membres d'organisations terroristes y compris, mais surtout, du PKK, de FETO et de DHKP-C ne sont en général pas accordées par nos homologues de l'UE.

Les demandes d'extradition pour crimes terroristes sont-elles accordées par les Etats membres de l'UE lorsque la Turquie en fait la requête?

Des arguments tels que « Le droit à un procès équitable », sont mis en avant avec pour objectif de retarder l'extradition de personnes recherchées pour des infractions terroristes. Or, la Turquie n'est pas une société fermée mais ouverte et elle est toujours prête à recevoir les visites du Comité pour la prévention de la torture et d'autres organisations juridiques internationales.

Des procès équitables et des procédures en bonne et due forme sont souhaitables afin d'éviter toutes sortes de tentatives de coup contre notre démocratie. La lutte contre les tentatives de coup ne serait pas à la hauteur sans une procédure en bonne et due forme. La Turquie est consciente du fait que la démocratie ne peut être protégée sans un système judiciaire de qualité. La Turquie est sûre de la qualité de ses procédures judiciaires. Les chefs du pouvoir judiciaire en Turquie sont compétents en la matière et



suivent les procédures du mieux possible. Pour ces raisons, la Turquie n'accepte pas les allégations affirmant que les personnes dont l'extradition est requise ne bénéficieraient pas d'un procès équitable. Ces individus bénéficieront d'un procès équitable et seront tenus responsables devant la loi.

Les conditions qui ont déclenché les débats sur la peine de mort sont un point important à souligner. Quand le peuple turc a été confronté à une terrible tentative de coup, la Turquie n'a pas reçu le soutien auquel elle s'attendait et a déclenché les débats sur la peine de mort par un instinct de survie. Or, l'atmosphère en Turquie aurait pu aller dans un autre sens si une solidarité similaire à celle démontrée lors de l'attaque terroriste de Charlie Hebdo à Paris s'était manifestée.

D'autre part, il n'a jamais été question d'exclure la Hongrie de l'UE lorsque le premier ministre hongrois lui-même a mis à l'ordre du jour le sujet de la peine de mort.

Pour le moment, aucune décision n'a pas encore été prise par la Grande Assemblée Nationale de Turquie sur le sujet. Le rétablissement de la peine de mort est à l'ordre du jour en Turquie comme en Hongrie. Il sera pris en considération en fonction des intérêts nationaux de la Turquie, de la perspective d'avenir pour le pays et de sa place sur la scène mondiale, mais aussi de l'avenir du peuple turc.

La Turquie a, jusqu'à maintenant, franchi un certain

**Quelle est l'ap-
 proche de la Tur-
 quie sur le dos-
 sier des réfugiés?**

nombre de pas avec succès, en accueillant trois millions de réfugiés et en répondant aux conditions requises par l'accord avec l'UE sur les réfugiés. Avant cet accord, 7000 personnes, dont une partie perdait la vie, traversaient quotidiennement la Mer Egée vers les îles grecques. Grâce à cet accord, ce chiffre a diminué jusqu' à la dizaine/la vingtaine.

En accueillant trois millions de réfugiés dont 800 000 d'enfants, la Turquie a dépensé presque 25 milliards de dollars à travers les institutions publiques, aussi bien que les ONG. Toutefois, l'assistance financière de 3 milliards d'euros que l'UE s'est engagée à fournir à la Turquie n'est pas arrivée assez rapidement.

Il ne semble pas possible de dire que l'UE ait réussi à passer le test avec succès dans ce domaine. Par exemple, en ce qui concerne le rapatriement volontaire, les Etats membres de l'UE ont jusqu'à présent hébergé un nombre très limité de personnes par rapport à leurs engagements. Certains Etats membres de l'UE se sont engagés dans de sérieux marchandages concernant 200 à 300 personnes ou bien voulaient résoudre la question par référendum, alors que la Turquie héberge 100 000 personnes par jour.¹

¹ Réunion de dialogue de la Société Civile tenue le 15 décembre 2016 à Berlin avec la participation des représentants des médias turcs et allemands

D'autre part, parmi les réfugiés accueillis en Turquie 800 000 sont des enfants, et entre eux 500 000 sont scolarisés. Ce chiffre est à une signification particulière en tenant compte que le nombre total d'élèves scolarisés en Finlande s'élève à 400 000.

Or, il existe encore 300 000 enfants ayant besoin d'être scolarisés. Puisque le processus biologique ne peut être évité ou ralenti, l'éducation est le meilleur moyen de protéger ces enfants contre certains groupes terroristes radicaux comme DAESH. Toutefois, le système d'aide financière de l'UE fonctionne tellement lentement que la perte d'une génération ne semble pas être une possibilité lointaine.

L'une des choses dont nous devrions être le plus fier est le fait que la Turquie n'a pas vécu de tendance raciste et de rhétorique ou de politiques défavorables aux migrants alors qu'elle accueille trois millions de réfugiés. Ce sujet ne fait jamais partie du débat politique domestique. Les approches racistes, défavorables aux migrants, anti-réfugiés, xénophobes et islamophobes dont on observe l'essor dans plusieurs Etats membres de l'UE, sont inexistantes en Turquie. La Turquie a, dans une certaine mesure, mis fin à l'exploitation de ce sujet par les mouvements racistes et d'extrême-droite.

Finalement, il est nécessaire de noter que tous les réfugiés accueillis en Turquie sont traités de la meilleure façon. Les représentants des Nations Unies et autres institutions internationales ont affirmé à plusieurs reprises, durant leurs visites officielles, que la Turquie avait élevé le niveau des camps de réfugiés.

Dimitris Avramopoulos, commissaire européen chargé de la migration, des affaires intérieures et de la citoyenneté et Christos Stylianides, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises ont tous les deux indiqué que la Turquie avait rendu possible un miracle en ce qui concerne les réfugiés.



La migration a maintes fois bouleversé l'ordre européen géopolitique et la carte politique européenne à travers l'histoire. C'est là l'une des plus grandes crises qui va bouleverser l'ordre géopolitique et la carte politique. Toutefois, grâce aux efforts de la Turquie et à l'accord Turquie-UE, le nombre de personnes traversant la Mer Egée a été réduit de 7000 personnes par jour à juste 40, ou 20. Il s'agit là une illustration des grands résultats que la Turquie et l'Union européenne peuvent obtenir si elles agissent sur la base d'un raisonnement commun

L'une des plus grandes crises de toute l'histoire de l'Union européenne a été évitée par l'action commune et le bon vouloir commun entre la Turquie et l'Union européenne. Si la Turquie n'avait pas fait preuve de compétence durant cette crise migratoire, si elle n'avait pas fait preuve de bon sens et élaboré un plan d'action conjointement avec l'Union européenne, cela aurait viré à une crise bouleversant l'ensemble de l'ordre géopolitique mondiale.

Comme nous en avons été témoins lors de la dernière crise migratoire, la Turquie et l'Union européenne ont agi ensemble avec bon sens et réussi à gérer l'un des plus

grands défis, l'une des plus grandes crises à laquelle l'Union européenne a dû faire face et ce de manière extrêmement efficace.

Le potentiel et les efforts de la Turquie face aux grandes crises et aux grands enjeux rétablissent la paix, accroissent la prospérité et démontrent certaines qualités à assurer une politique extérieure efficace sur une base humanitaire. Aujourd'hui, l'Europe a besoin d'un rajeunissement, elle a besoin d'une greffe.

Nous nous engageons dans le cadre de l'accord et assumons nos obligations pertinentes dans le cadre de l'accord du 18 mars. Nous le faisons pour des raisons humanitaires, des raisons politiques, et sous le principe de *pacta sunt servanda*. La libéralisation des visas est ici un sujet clé. Dès que nous l'aurons surmonté, nous verrons tous ensemble à quelle vitesse nous surmonterons les autres questions.

Nous ne sommes pas actuellement membre de l'Union européenne mais notre pays a toujours été une grande puissance européenne. Aujourd'hui aussi nous sommes une grande puissance européenne et une grande démocratie européenne, par conséquent la libéralisation des visas ne sera pas une faveur, mais plutôt le résultat à atteindre comme cela est stipulé dans l'accord.

Quelle est l'implication de la crise migratoire sur le système des valeurs de l'UE?

L'introversion de l'Europe en raison de la crise migratoire signifie la disparition du système des valeurs européennes. Un pays envisage d'accueillir 100 migrants et pense à tenir un référendum sur la question. Un autre pays dit, « Nous ne pouvons pas accueillir de migrants », arguant que cela « affaiblirait son identité nationale », déclenchant ainsi des évolutions défavorables telles que le racisme culturel, l'islamophobie et la montée de l'extrême droite.

L'Union européenne n'a pas réussi l'épreuve de la protection des migrants, de la protection de personnes échappant à la persécution et à la mort. Qu'a-t-elle fait après avoir échouée à l'épreuve? Elle a développé des approches telles que la fermeture des frontières et la mise en place de politiques isolationnistes face aux rhétoriques et politiques anti-migrants. Avez-vous réfléchi à qui bénéficiera ces immigrants échappant à la mort alors que vous les repoussez? Vous ne leur laissez aucune autre chance ou possibilité que le radicalisme.

Certains partis politiques dans de nombreux pays européens et de nombreux Etats membres partageant les mêmes valeurs démocratiques, dépeignent comme des monstres, sur leurs banderoles et leurs affiches, ces réfugiés fuyant la mort, et

nourrissent à travers leurs campagnes, l'extrême droite, l'islamophobie, l'antisémitisme et la xénophobie. Ceci est dangereux pour l'avenir de l'Union européenne.

Par conséquent, il est primordial de trouver les bonnes solutions à ce problème pour l'avenir politique de l'Europe, pour la protection des mouvements politiques traditionnels de l'Europe, et pour la protection de la démocratie. S'ils n'y font pas attention, nous serons témoins d'une montée de l'extrême-droite en Europe d'un côté et d'une montée des mouvements djihadiste et salafiste au Moyen-Orient de l'autre, émergeant des deux côtés en un tableau très dangereux menaçant la sécurité globale. C'est la raison pour laquelle, il nous faut de nouveaux mécanismes.

N'oubliez pas que si la Turquie n'avait pas accueilli ces trois millions de personnes, ils se seraient tous dirigés vers l'Europe par la Méditerranée, ouvrant ainsi la voie à plusieurs tragédies humanitaires. Les mouvements d'extrême-droite auraient exploité la situation migratoire et changé la carte politique de l'Europe. Ce que la Turquie est en train d'accomplir sauvegarde l'avenir de l'Europe et je tiens à le souligner.

La frontière de la Turquie avec la Syrie et l'Irak s'étend sur 1295 kms, deux pays ayant des problèmes de gouvernement et la Turquie lutte simultanément contre de nombreuses organisations terroristes telles que DAESH, AL-QUEIDA, DHKP-C, le PKK, PYD, FETO. L'objectif de la loi anti-terroriste est de préserver la sécurité en Turquie.

Quel est votre constat sur la condition préalable de l'UE de modifier la loi antiterroriste turque en échange de la libéralisation des visas?

Toutefois, il ne faut pas oublier que la lutte de la Turquie contre le terrorisme a pour objectif d'apporter la sécurité en Europe, des démocraties européennes mais également de l'UE, à la fois sur un plan politique mais aussi géographique; et le lien entre ces deux n'est pas juste éclectique mais aussi profondément organique. Pour cette raison, la Turquie désire voir l'UE se tenir davantage à ses côtés dans sa lutte contre le terrorisme. Il ne faut pas s'attendre à ce que la Turquie s'embarque dans toute régulation qui diminuerait sa capacité à lutter contre le terrorisme dans une phase où la Turquie lutte de manière intense contre le terrorisme.

Compte tenu des conditions, dire à la Turquie de réviser sa loi anti-terrorisme compromettrait non seulement la sécurité de la Turquie mais aussi celle de l'Union européenne. De nos jours, ce qui se déroule à Mossoul, Al-Bab, ou Raqqa n'est plus juste



un problème du Moyen-Orient, mais devient rapidement un problème de l'Union européenne.

Si la capacité de la Turquie à lutter contre le terrorisme est compromise, l'Union européenne autant que la Turquie en souffrira. La frontière qui sépare la Turquie de l'Irak et la Syrie s'étend sur 1295 kms. Visualisez une telle frontière en Allemagne, en France, ou au Royaume-Uni, et les mesures prises seraient inimaginables.

C'est comme s'il y avait une attitude de grande inertie de la part de l'Union européenne. En pensant que « ce fardeau est déjà partagé entre la Turquie et la Grèce et que ces deux pays réussissent d'une manière ou d'une autre à gérer l'arrivée des migrants », ils n'assument aucune de leurs responsabilités. Il s'agit là d'une tournure d'évènements que l'on peut simplement qualifier de honteuse.

L'UE assume-t-elle suffisamment ses responsabilités envers la Turquie concernant la crise migratoire?

Ce que la Turquie accomplit dans ce domaine, relève du miracle. Précédant l'accord Turquie-UE, sept mille personnes traversaient quotidiennement la Mer Egée. Ce nombre oscille maintenant entre 20 et 30. Même pendant la nuit de la tentative de coup, le nombre n'a pas atteint les 100. Je dis, en Europe : il s'agit d'une migration de tribus. Comme durant la précédente migration des tribus, ces évènements auraient pu changer la carte politique entière de l'Europe. Cela aurait pu donner naissance à une situation dans laquelle l'extrême droite dominerait toute la carte politique européenne. La Turquie a sauvé l'avenir politique de l'Europe.

La bonne nouvelle est que le nombre de morts en Mer Egée est quasi nul. Nous ne nous retrouverons plus face à des bébés échoués sur les plages. Nous ne voyons plus de cadavres, comme celui du petit Aylan, sur le bord des plages. Cet accomplissement est celui de la Turquie et le monde

entier doit se tenir à ses côtés. Toutefois, nous remarquons que certains font un pas en arrière en disant, « nous avons déjà rejeté ce fardeau sur la Turquie et la Turquie et la Grèce partagent cette responsabilité, ce fardeau ».

Nous accueillons presque trois millions de réfugiés en Turquie parmi lesquels 800 000 sont des enfants. 500 000 de ces enfants ne sont pas pour le moment scolarisés. J'ai fait appel aux autorités de l'UE plusieurs fois; les fonds nécessaires à la scolarisation de ces enfants auraient dû être alloués. Malheureusement, le déboursement des fonds européens est très lent.

Un tel problème humanitaire majeur devrait être assumé par le système international entier; ils doivent assumer leurs responsabilités. Le soutien à travers les mécanismes et l'assistance financière de l'Union européenne sont retardés et fonctionnent lentement, causant malheureusement l'intensification d'une tragédie humaine qui se déroule devant nos yeux.

Nous pensons toujours que l'Union européenne n'honore malheureusement pas suffisamment ses engagements dans ce domaine. Le mécanisme de transfert de l'Union européenne pour cette assistance financière fonctionne si lentement que je crains que ces enfants en âge d'aller à l'école primaire n'atteignent l'âge de la retraite avant que l'assistance financière n'arrive. Cela montre à quel point le mécanisme fonctionne lentement.



Nous déclarons constamment lors de nos réunions, le fait qu'en tant qu'État européen et démocratie européenne, la Turquie est le seul pays dans lequel on ne prononce pas de discours raciste ou fasciste contre les réfugiés; nous en sommes particulièrement fiers.

Vous hébergez plus de 3 millions de réfugiés syriens. Cette situation a-t-elle eu des effets néfastes sur la politique intérieure et le tissu social de la Turquie?

En tant que politicien, je serai toujours fier de l'accueil dans notre pays, de 3 millions de réfugiés dont nous ne nous sommes jamais servis à des fins de politiques intérieures. Jamais un mouvement politique raciste ne s'est élevé contre eux. Dans mon pays, jamais un parti politique n'a adopté une attitude envers les réfugiés lors d'une campagne électorale ou lors de débats politiques.

Aucun parti politique en Turquie n'a placé les réfugiés au centre des discussions politiques et ne s'en est servi comme outil politique. Il n'y a pas eu d'approche à courant dominant de nature raciste ou fasciste contre les réfugiés.

Des millions de réfugiés en Turquie ne sont jamais le sujet de débats politiques internes. Nous sommes complètement solidaires avec ces gens.

Cela fait longtemps que nous n'avons pas vu d'attitude politique effective et un accord commun sur un sujet relevant des affaires étrangères au sein de l'UE. En fait, l'Europe a toujours réussi à sortir des multiples crises plus forte qu'avant. Mais aujourd'hui, elle ne peut gérer deux crises

Quel est votre constat sur l'échec de l'UE en matière de création d'une politique commune sur de nombreux sujets?

(l'euro et les migrants) et pour cette raison elle perd de sa force. Elle ne parvient pas à développer une politique européenne commune qui serait consentie par 28 pays, tel est le cas sur des sujets comme la Syrie et l'Irak qui concernent le monde entier. Aujourd'hui, la politique de la Turquie, de la Russie, des Etats-Unis et de l'Iran, sur la Syrie est claire, mais l'objectif de l'UE est difficile à saisir.

En fait, la crise dans les relations Turquie-UE est, sous un certain angle, le reflet de la crise des valeurs européennes et de l'incapacité de l'Europe à développer des politiques communes. Dans ce contexte, développer des politiques européennes communes est seulement envisageable par la poursuite de l'élargissement de l'Union européenne. Au moment où l'élargissement est interrompu, l'Union européenne se retrouve obligée de faire face en son sein aux mouvements racistes, islamophobes et anti-sémites.

Restreindre les valeurs européennes à la géographie européenne renforce le scepticisme européen en Europe. C'est pourquoi, nous indiquons que l'UE doit s'élargir en incluant la Turquie afin de pouvoir devenir une puissance efficace et globale.



L'Europe fait face à une crise organique. Ce qui signifie que l'on a affaire à une question d'une « démocratie incapable de gouverner ». Une crise des valeurs est en cours. Elle se retrouve aussi dans une crise migratoire et une crise des droits de l'homme sérieuse au sein de l'UE, dans une

Aujourd'hui l'UE fait face à de nombreuses crises. A votre avis quel est le problème fondamental rencontré par l'UE?

crise dans sa lutte contre l'extrême droite et une crise de l'Etat de droit. Les négociations d'adhésion entre la Turquie et l'UE, aussi bien que d'autres sujets liés à la Turquie, reflètent une crise sérieuse pour l'UE. Je pense que cela devrait être pris pleinement en considération.

Les Européens en veulent aux politiciens pour leur incapacité à résoudre les problèmes. Alors que les politiciens ne réussissent pas à adopter une approche visionnaire face à la crise migratoire et restent indécis quant à la crise économique, à la lutte à la fois contre l'extrême droite et le terrorisme, le peuple réagit en se renfermant, laissant ainsi place à une augmentation des comportements nationalistes. Si une faiblesse dans la politique d'élargissement se fait ressentir et si ces réactions introverties se sont renforcées cela pourrait entraîner de nombreux problèmes dans de nombreux endroits y compris les Balkans.

L'Union européenne a créé une supra-identité. S'il ne vous est pas possible de produire une politique étrangère avec cette supra-identité et s'il vous faut revenir à une identité nationaliste, cela signifie revenir à une situation d'avant seconde guerre mondiale.

Dans le passé, l'UE parvenait à sortir plus forte de chaque crise et à transformer les crises en une opportunité. La crise l'aidait à mettre en évidence ses carences, tout comme une maladie. L'UE avait pour habitude de développer de nouvelles compétences et de nouveaux mécanismes pour éliminer ses lacunes. Aujourd'hui, l'UE adopte une politique qui cède aux crises et les étale dans le temps. En fait, la crise migratoire, la crise économique mais aussi la politique d'élargissement concernant la Turquie formaient les bonnes plates-formes pour que l'Europe puisse assurer un avenir plus solide. Si seulement elle pouvait faire une analyse précise de ces dossiers et les incorporer sérieusement à l'ordre du jour.

L'union européenne n'a aujourd'hui d'autre choix que de commencer à prendre des mesures afin d'assurer son propre avenir. De nouvelles réformes sont inévitables. Il est temps pour nous tous de réfléchir ensemble à la reconstruction de l'Europe. Il est évident que l'Union européenne a besoin de renouveler l'enthousiasme, la crédibilité d'une nouvelle perspective et d'un tout nouveau départ. Un tel commencement requiert une attitude plus courageuse à l'égard de la Turquie.

Depuis bien longtemps, l'Union européenne s'est transformée en une institution qui ne fait rien d'autre que de publier des déclarations. Les institutions de l'UE sont-elles politiques ou judiciaires, ou bien ne produisent-elles uniquement que des critiques tel un think-tank? Cela commence à être vraiment déconcertant.

De nos jours, en cas de crise, il ne s'agit pas de créer un programme anti-virus lorsque le software devient insuffisant. En réalité, le programme lui-même a besoin d'une mise à jour. Le monde entier vit une crise visionnaire, et les succès de l'Europe font désormais partie du passé. Les références aux précédents succès en Europe n'ont plus de sens. Les politiques doivent assurer l'avenir et introduire un projet d'avenir au peuple. Ce continent est notre continent commun et c'est notre responsabilité partagée.

Notre coopération étroite se poursuit avec l'Europe mais aussi avec notre voisin, la Russie, avec laquelle nous avons toujours eu de bonnes relations à travers l'histoire. Par exemple, nous avons toujours eu des relations spéciales avec la Russie dans les secteurs du

Les relations turco-russes progressent-elles de manière à devenir une alternative aux relations entre la Turquie et l'UE?

tourisme, de l'énergie, mais aussi dans le secteur économique. De plus, le Président Vladimir Putin, avait été l'un des premiers à appeler par téléphone notre Président de la République à la suite de la tentative de coup d'État. Nous avons des relations intégrées avec la Russie. Nous avons bien sûr des désaccords sur des dossiers tels que la Syrie ou la Crimée. Toutefois, nous parvenons à mettre nos désaccords de côté et à progresser dans d'autres domaines dans le contexte d'une coopération bilatérale.

De plus, la relation entre la Turquie et la Russie n'est pas une menace pour l'Europe mais un élément facilitant la communication internationale. La Russie aussi, développe une coopération étroite avec l'UE. La Turquie qui poursuit ses négociations avec l'UE pour une adhésion à part entière, qui maintient de proches relations avec la Russie, qui est ouverte à l'Amérique latine et qui est un allié des Etats-Unis, profite mieux au monde entier. Aucune règle n'indique que mener de bonnes relations avec une partie n'affecte de manière négative les relations avec les autres parties.

Peu importe le type d'Europe qui émergera post-Brexit, il est établi que la Turquie consolidera sa position dans cette vue d'ensemble. Toute vue d'ensemble qui exclurait la Turquie sera incomplète. La Turquie est un élément indispensable au dynamisme existant autour de l'Union européenne et elle sera, grâce à sa ferme volonté, un acteur puissant dans la reconstruction de l'Europe.

Bien que le Royaume-Uni ait pris la décision de se retirer de l'UE, cela ne signifie pas une sortie de l'Europe. Le Royaume-Uni est historiquement un puissant pays européen. Il maintiendra des liens solides avec l'Europe. Le Royaume-Uni exprime son désir de maintenir ces liens solides. Même si la Turquie n'est pas membre de l'UE, elle est historiquement un Etat européen, une grande puissance européenne et une démocratie européenne depuis un siècle. Malgré tous ces développements, la Turquie et le Royaume-Uni sont tous les deux soucieux de la sauvegarde de l'ordre européen et d'une prospérité solide.

La Turquie est l'épicentre de l'agenda lorsqu'on prend en considération la suite du Brexit, les évènements en Irak et en Syrie, la crise migratoire en Europe, la montée du racisme, la crise économique et la nouvelle

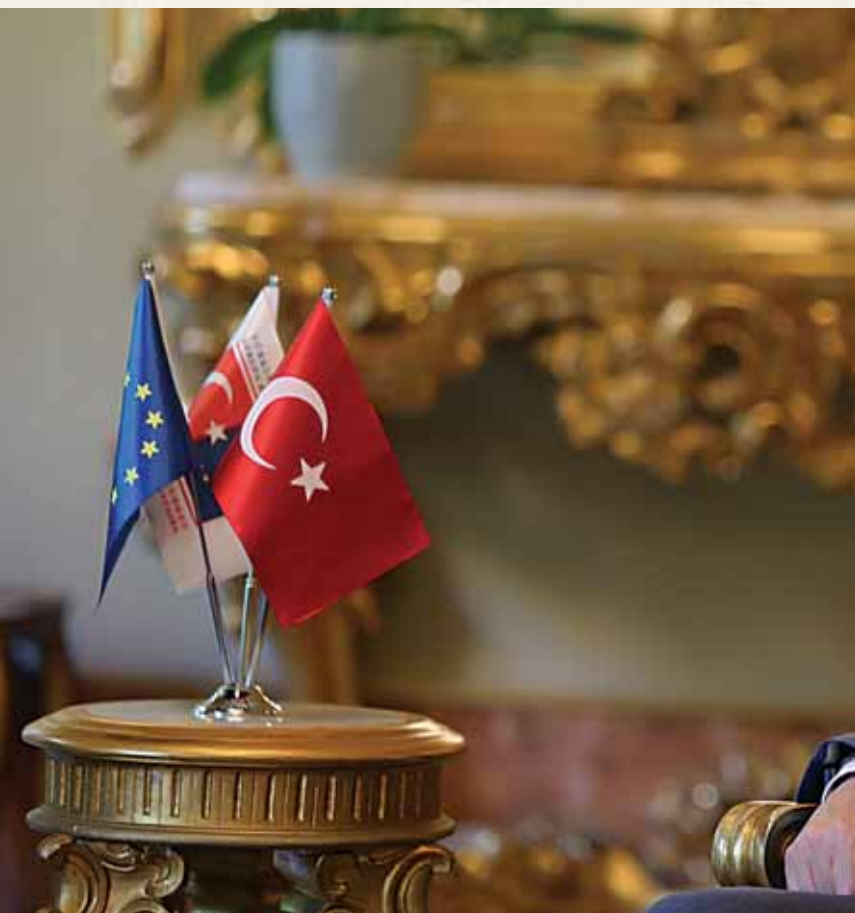
ère qui a débuté aux Etats-Unis. J'espère que les analyses seront faites en fonction.

La Turquie continuera à générer et à préserver la vision que l'UE devrait posséder. Nous nous exprimons depuis l'intérieur l'Europe, et non depuis l'extérieur. Tout au long de l'histoire, la Turquie a toujours contribué à la sécurité de l'Europe et à sa prospérité. La Turquie continuera de protéger ces valeurs malgré les remarques des dirigeants qui nuisent à la sécurité, à l'avenir, à la prospérité et à la sauvegarde de telles valeurs.

Il y a très peu d'époques similaires dans l'histoire du monde. Une phase durant laquelle le passé reste le passé et le futur sera construit avec de nouveaux risques et de nouvelles crises. D'une vue globale avec une bonne analyse prenant en compte les développements sur le continent européen et dans les Balkans à la suite du Brexit, les élections présidentielles aux Etats-Unis mais aussi les événements se déroulant en Syrie et en Irak, il semble nécessaire de préparer un agenda politique approprié par rapport à la Turquie en la plaçant à l'épicentre. Il faut développer un langage approprié. Dans les faits, nous partageons cette image avec transparence, pour la considération de tout un chacun car ce qui devrait être en jeu c'est l'élaboration d'une vision fondée sur un avenir commun, une prospérité et une sécurité commune. Nous ne sommes pas en train de vivre une période pendant laquelle nous aurions le luxe de perdre du temps par manque de vision.

Quant aux minorités, je le dis haut et fort, la manière dont les droits des minorités sont accordés en Turquie et les standards de la mise en œuvre de ces droits, n'a d'équivalent dans aucun autre pays européen.

Qu'aimeriez-vous dire sur le dossier des droits des minorités?



Les propriétés injustement confisquées dans le passé ont été restituées. Des améliorations ont pris place concernant les fondations. Je suis les approches des Etats membres de l'UE sur ce sujet et je puis dire qu'il n'y a pas d'autres pays à la hauteur des standards acquis en Turquie.



Vous pouvez être certains que ceux qui clament que « les négociations d'adhésion avec la Turquie doivent être suspendues » ne sont pas non plus des amis de l'UE; ils sont racistes. Malheureusement, l'appel à la suspension des négociations est fondé sur un manque de vision et une vue à court terme de la part de certains politiciens majoritaires qui veulent éviter de perdre les votes des partis marginaux racistes et fascistes de leur pays.

Bien que la Turquie ne soit pas un Etat membre de l'UE, elle reste une puissance européenne remarquable dont il a toujours fallu tenir compte à travers l'histoire. La Turquie est, depuis un siècle, une démocratie européenne. Nous continuerons sur la même voie tout comme auparavant. En tant que ministre des affaires européennes, je ne souhaite pas voir une suspension des relations entre la Turquie et l'UE. Je crois que la perspective d'une adhésion de la Turquie à l'UE correspond également à nos intérêts nationaux. Toutefois, il y a une chose que les Etats membres de l'UE doivent prendre en considération: si la Turquie mettait fin à ses relations avec l'UE, ce ne serait pas à l'avantage de l'UE. Elle ne tirerait aucun bénéfice de cela.

La résolution du Parlement européen consistant à suspendre les négociations aujourd'hui est une résolution politique qui dénote d'étroitesse d'esprit, reste dépourvue de vision, et qui ne peut en aucun cas être contrainte par la loi. Certains membres du Parlement pensent délivrer un message à la Turquie. S'ils avaient eu l'intention de délivrer un message à la Turquie, ils auraient mieux fait de rechercher de manière positive les voies de la coopération, sur des dossiers tels que l'Etat de droit et la démocratie, avec un pays qui a fait preuve de résistance démocratique face à une tentative de coup. Au lieu de cela et, ils ont malheureusement adopté une résolution, approuvant un projet fort regrettable qui laissera une tâche noire dans l'histoire.

La résolution adoptée au sein de l'UE démontre à quel point l'Union européenne, en tant que projet de paix et de prospérité, s'est égarée de ses idéaux. Par conséquent, je crois que cette résolution n'est pas liée à la Turquie mais plutôt liée à la crise au sein de l'Union européenne. Nous observons avec regret le fait que les politiciens européens semblent avoir oublié les expériences dramatiques qui ont marqué l'histoire du continent, et qui ont également donné voie à l'établissement de l'Union européenne.

L'Union européenne doit mettre en place un écosystème incluant un agenda positif avec la Turquie. Le problème est que cet écosystème est empoisonné depuis longtemps. Comme les négociations en vue d'une adhésion produisent la base pour des négociations et une coopération, un agenda positif devrait donc

Vous avez dit que l'UE développait une rhétorique qui ne cessait d'être basée sur un agenda négatif dans ses relations avec la Turquie. Pourriez-vous nous en dire plus?

y être associé. Il s'agit là de la chose la plus irrationnelle à ce stade que de faire usage d'un ton hautain et accusateur envers la Turquie. La mise en place d'un langage de coopération serait appropriée.

Nous ne jugeons pas le fait de savoir si ces résolutions sont critiques. Si vous nous présentez un ordre du jour positif, s'il est constructif et s'il pose les jalons du progrès, alors peu importe la résolution même si elle est totalement critique, elle nous est précieuse. Nous en ferons usage.

Ce processus ne progresse pas puisque l'Union européenne offre des définitions qui se limitent au contexte d'un ordre du jour négatif dans son approche envers la Turquie. Il n'est plus possible pour nous de continuer dans l'état actuel des affaires. Nous devons introduire une approche qui va changer le jeu. L'Europe se doit de résoudre les crises d'aujourd'hui. Le futur de

L'Europe est notre avenir commun, la sécurité de l'Europe est notre sécurité commune et la prospérité de l'Europe est notre prospérité commune. Nous sommes un élément naturel de l'Europe et une partie inséparable de l'histoire de l'Europe. Par conséquent, ce genre d'attitude qui persiste à accuser, à exclure ou à différer, au lieu de trouver des solutions aux problèmes n'est bénéfique à personne à ce stade.

L'Union européenne n'est pas une organisation de think-tank. Toutefois, elle devient une organisation de think-tank jamais satisfaite et toujours critique, mais qui n'offre aucune solution. Ce n'est pas là le bon moyen de produire des politiques. Malheureusement l'élément principal relevé dans les discours prononcés au nom de l'Union européenne, et particulièrement dans l'attitude envers la Turquie aujourd'hui, fait preuve d'un manque évident de vision auquel il faut remédier. Nous avons besoin d'un ordre du jour complet sur la façon dont l'UE peut progresser ensemble avec la Turquie.

Par exemple, d'un côté, l'Union européenne fait preuve d'une faiblesse considérable lorsqu'il s'agit de promouvoir un ordre du jour positif concernant la Turquie, mais tente, d'un autre côté, de remettre en question les relations de la Turquie avec la Russie ou d'autres pays avec lesquels la Turquie a traditionnellement eu des relations. La Turquie doit maintenir des relations multidimensionnelles, à la fois avec l'Europe et la Russie, mais aussi avec d'autres pays,

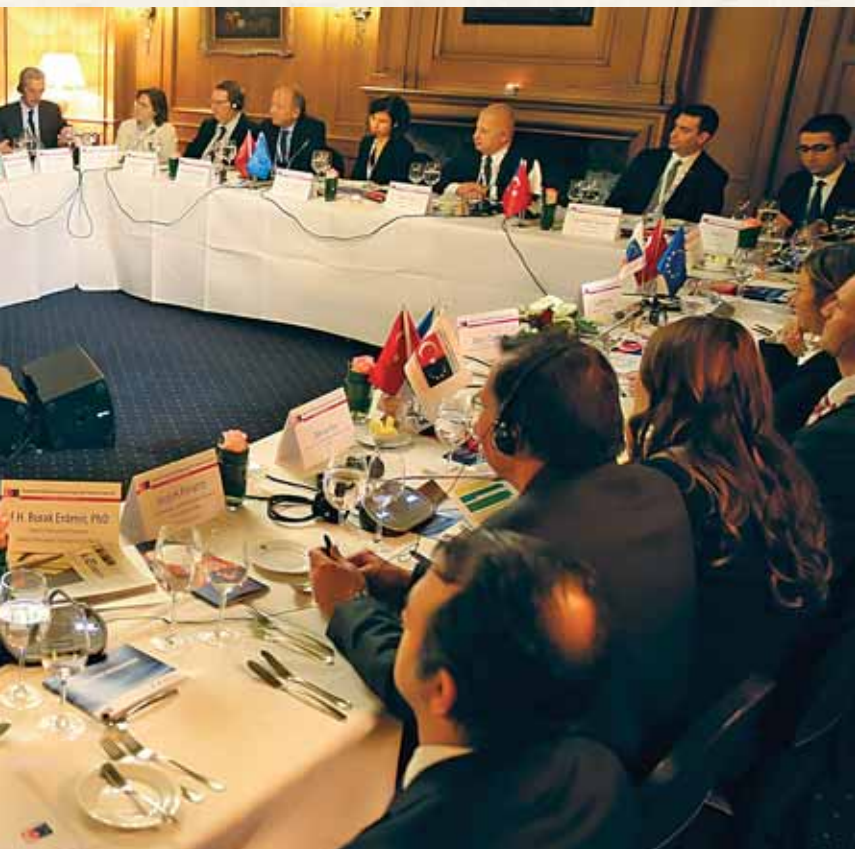
étant donnée sa position historique et géopolitique.

Il est nécessaire de prendre en considération des concepts tels que la démocratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit comme la base de l'ordre du jour commun. Alors que ces concepts sont instrumentalisés, ils créent un effet tsunami au sein des pays de l'Union européenne et provoquent une montée de l'extrême droite, du racisme,



de l'antisémitisme et de l'islamophobie dans ces pays. Par conséquent, il faut faire preuve de consistance dans ces domaines.

Nous nous attendons à ce que l'UE rede-
vienne une entité faisant preuve d'une vi-
sion consistante. Nous nous attendons à ce
que l'UE en développe un réflexe. Si cela se
produit, l'UE deviendra une fois de plus une
source de motivation pour notre processus
de réforme.



Les récents développements vécus entre l'Union européenne et la Turquie ne sont pas le signe d'une crise dans les relations Turquie-UE mais découlent plutôt de la crise à laquelle font

Quelle est votre évaluation de la crise récente dans les relations entre la Turquie et l'UE?

face l'Union européenne et le Parlement européen. Autrement dit, il ne s'agit pas d'une crise entre l'Union européenne et la Turquie. Il s'agit davantage du reflet de la crise des valeurs politiques et de l'inconsistance politique à laquelle l'Europe fait face intérieurement sur le dossier de la Turquie. L'UE fait un transfert de sa crise interne sur la Turquie. Les institutions qui étaient établies pour protéger les droits de l'homme, l'Etat de droit et la démocratie ne font pas preuve des bons réflexes capables de défendre ces valeurs d'une façon appropriée. En fait, toutes les critiques récentes à l'encontre de la Turquie relèvent des Chapitres 23 et 24. Se cacher derrière ce qui semble

être des excuses objectives comme les droits de l'homme et la démocratie, et ne pas ouvrir par la suite les chapitres pertinents afin de pouvoir faire pression sur la Turquie sur un critère politique démontre clairement la crise sévère dans laquelle l'Europe se trouve depuis longtemps, concernant l'élargissement et le renouvellement de ses propres institutions.

Le problème n'est plus le problème de la Turquie. Il s'agit pour l'Union européenne de savoir comment construire un avenir sensible afin de mettre à jour ses mécanismes et ses institutions pour l'emporter sur les crises auxquelles elle fait face. Il est maintenant temps de faire preuve de bon sens et de rester calme; il est maintenant temps de trouver des solutions aux enjeux auxquels nous faisons face à travers la sagesse et le bon sens. Le problème de la Turquie ne devrait en aucun cas faire partie du processus électoral dans n'importe quel pays que ce soit.

L'essence des négociations d'adhésion est basée sur l'ouverture du chapitre qui s'y rapporte suivie des négociations pertinentes. Par conséquent, les chapitres centraux aux négociations d'adhésion à l'UE sont les chapitres 23 et 24, où les problèmes de justice, de sécurité et de liberté seront discutés.

Vous avez dit que vous considérez que l'UE manquait de sincérité dans ses relations avec la Turquie ?

Je lance ici mon invitation. Lorsque vous parlez des droits de l'homme et de l'Etat de droit ne pensez surtout pas que nous craignons ces concepts. Laissez-nous nous réunir et discuter de ces concepts de manière réaliste.

Cependant, critiquer la Turquie sur certains dossiers sans ouvrir les chapitres pertinents aux négociations illustre simplement le fait que des concepts tels que la démo-



cratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit ne sont pas utilisés pour progresser et construire ensemble un agenda positif mais plutôt comme un simple levier politique dans le domaine des affaires étrangères afin de faire pression sur un pays.

Des concepts tels que les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit, mais aussi les relations Turquie-UE ne peuvent être utilisés politiquement dans le seul but de faire pression sur un pays. Ils ne peuvent pas non plus être utilisés comme levier politique. D'autre part, les Chapitres 23 et 24, concernant la liberté d'expression, l'Etat de droit et l'équilibre entre liberté et sécurité, n'ont pas été ouverts, et la Turquie est constamment critiquée dans ces domaines. Savez-vous ce qui se passe alors? L'Etat de droit, la démocratie et les droits de l'homme ne sont plus des valeurs partagées, mais chacune d'elle devient un simple instrument politique.

L'UE dit avoir des inquiétudes sur certains sujets concernant la Turquie. Nous répondons à toutes ces inquiétudes. Cependant, le terrain pour les clarifier est celui des chapitres de négociations. Il nous faut ouvrir ces chapitres et y travailler ensemble afin d'éliminer ces inquiétudes. Ouvrir ces chapitres n'est pas un geste de bonne volonté ou une faveur mais le mécanisme de ce travail. Toutefois, il serait une approche dépourvue de vision que de continuer à nous critiquer sur le contenu de ces chapitres sans les ouvrir.

L'approche de l'UE consistant à « ne pas ouvrir les chapitres » aux négociations est une grande injustice envers le peuple turc qui s'est battu pour la démocratie contre une tentative de coup d'Etat. Si nous sommes dé-

Que pensez-vous de l'approche de l'UE consistant à « ne pas ouvrir de nouveaux chapitres » ?

terminés à partager les valeurs démocratiques, défendre la démocratie aujourd'hui signifie se tenir aux côtés de la Turquie. Le premier pas pour défendre la démocratie aujourd'hui est de soutenir la démocratie au niveau global et de se tenir aux côtés du peuple turc qui a fait des sacrifices pour la Turquie. Défendre la démocratie aujourd'hui signifie soutenir la lutte de la Turquie pour protéger la démocratie contre les organisations terroristes. A moins que ce premier pas ne soit fait, personne ne peut clamer faire preuve de sincérité en terme de défense de la démocratie.

Si les valeurs démocratiques, des droits de l'homme et de l'Etat de droit sont la priorité numéro un dans notre agenda commun, alors la Turquie devrait être saluée et applaudie, et on doit montrer une grande solidarité. Une approche négative contre la Turquie mettrait de la distance entre l'Europe et ses propres valeurs.

L'Etat de droit est plus important que la démocratie car Socrate a été mis à mort par vote. Sans l'Etat de droit, un vote peut occasionner l'exécution d'une personne comme Socrate. Des concepts tels que l'Etat de droit, la démocratie et les droits de l'homme ont été développés pour que les êtres humains vivent dignement. L'on ne peut instrumentaliser ces concepts dans un but de politique intérieure ou pour faire pression sur un autre pays lors de prochaines élections. Il s'agit de valeurs universelles que nous partageons.

Si vous aviez à choisir, qu'est-ce qui est plus important, la démocratie ou l'Etat de droit?



En réalité, l'inquiétude repose sur la taille de la Turquie et de savoir si un pays de cette taille altérerait les équilibres en Europe. Oui, nous altérerions les équilibres. Toutefois, nous altérerions l'équilibre en faveur d'une plus grande sécurité en Europe. La Turquie altérerait l'équilibre en faveur d'une prospérité grandissante en Europe. De plus, il est clair que la Turquie altérerait les équilibres en augmentant la capacité de l'UE à résoudre presque 90% des problèmes.

A votre avis, la population de la Turquie est-elle un facteur déterminant dans ses relations avec l'UE?



De temps à autre, ils disent, « vous attendez-vous à des concessions étant donnée la taille de votre grand pays »? Ma réponse à ceci est la suivante, « Non, nous ne nous attendons à aucune concession. Mais n'en rajoutez pas. Ça ira ».

Vous attendez-vous à des concessions de la part de l'UE, étant donnée la taille importante de votre pays?

Nous ne nous attendons pas à une discrimination positive, mais nous sommes également opposés à une discrimination négative. La Turquie ne s'attend à aucun privilège dans ses relations avec l'Union européenne, mais les demandes ne devraient pas s'amplifier et un deux poids deux mesures standardisé ne devrait pas être appliqué lorsqu'il s'agit de la Turquie.

La Turquie ne s'attend pas à des concessions concernant les chapitres de négociations ni sur d'autres sujets. Toutefois, quand il s'agit de la Turquie, une grande puissance stratégique, l'UE ne devrait pas ajouter de critères requis.



Que pensez-vous de la politique d'élargissement de l'UE?

La politique d'élargissement est un instrument de démocratisation et de stabilité ayant pour objectif de renforcer l'UE en tant qu'acteur sur les scènes régionale et mondiale. C'est pourquoi, la politique d'élargissement est un concept stratégique à long terme qui ne peut être mesuré par des calculs à court terme. Le cas d'une faiblesse émergeant dans la politique d'élargissement mettrait en route un réflexe d'introversioin qui entraînerait à son tour différents problèmes sur l'ensemble du continent, y compris dans les Balkans.

L'UE ne devrait pas tenir compte de la Turquie uniquement sous l'angle de sa « politique de voisinage ». Au contraire, elle devrait la traiter comme faisant partie de sa « politique d'élargissement ».

Les relations Turquie-UE devraient être établies dans une perspective liée à l'avenir de l'Europe. Il s'agit de notre avenir commun. Nous sommes européens depuis le règne de Murad I. L'Islam est apparu en Europe au 7^{ème} siècle. Des décisions sensées doivent être prises concernant ces discussions afin qu'une union politique puisse découler d'une philosophie politique éloquente. Elle émerge d'un paradigme sensé. Aujourd'hui, une dissolution paradigmatique et une fragmentation dans la philosophie politique existent. Pour y remédier, la politique d'élargissement devrait intégrer un vaste pays comme la Turquie à majorité musulmane qui a le potentiel de contribuer favorablement à une altération des équilibres en Europe.

Est-il vrai que les relations entre la Turquie et l'UE ont récemment été limitées au dossier migratoire?

Avec le dossier migratoire, une nouvelle dynamique a récemment émergé dans les relations entre la Turquie et l'UE. Comme nous l'avons exprimé maintes fois, les relations Turquie-UE ne devraient pas être limitées au problème migratoire. Ceci devrait être incorporé à une grande vision. La Turquie a toujours été une puissance européenne à travers l'histoire. Une relation Turquie-UE sans cesse limitée à la migration et à la lutte contre le terrorisme est hors de question. Il s'agit d'un agenda plus vaste, d'une vue d'ensemble, et les liens stratégiques dans les relations Turquie-EU devraient toujours être soulignés.

Réduire le sujet qu'au dossier migratoire serait percevoir la Turquie en tant qu'un entrepôt humain ou un camp de concentration. Voilà quelque chose que nous ne pouvons absolument pas accepter.

Les relations Turquie-EU devraient être incorporées à une vision et à un cadre plus vaste qui ne peut être réduites à la seule question migratoire, et cette relation devrait faire l'objet d'un aspect politique et autre. Ceci est vital non seulement pour gérer les crises politiques temporaires mais il est grand temps de traiter cette question d'un point de vue existentiel.

La question migratoire a été un moyen pour entamer une nouvelle phase dans les relations Turquie-UE, mais les relations Turquie-UE ne devraient jamais être purement limitées à la question migratoire.

Les réformes que nous avons menées jusqu'à maintenant et les réformes que nous nous sommes engagés à poursuivre, mais également notre sensibilité à préserver l'équilibre entre la liberté et la sécurité, même en étant la cible de cette massive attaque terroriste, sont remarquables.

Pourriez-vous dire que la Turquie préserve l'équilibre entre la liberté et la sécurité dans sa lutte contre le terrorisme?

Dans ce contexte, nous souhaiterions voir nos collègues, et surtout nos collègues de l'Union européenne, aux côtés de la Turquie, dans sa lutte contre le terrorisme; nous attendons un soutien fort de leur part dans ce domaine.

La Turquie n'a jamais fait de compromis sur l'équilibre entre la liberté et la sécurité, et ce, même en assurant la sécurité dans les conditions les plus sévères. Elle n'a jamais permis l'altération de l'équilibre liberté-sécurité pour qu'il devienne une approche de sécurisation nuisant aux libertés et suffoquant la démocratie. Toutefois, il est SINE QUA NON pour la Turquie de satisfaire ses besoins en sécurité. Il n'y a pas de compromis à ce sujet.



En tant que pays souverain, lorsque la Turquie protège ses propres frontières, elle contribue également indirectement à la protection de la sécurité de l'Europe. Par conséquent, une faiblesse dans la sécurité de la Turquie implique une faiblesse dans la sécurité de l'Europe et celle de l'OTAN.

Quel est le rapport entre la sécurité de la Turquie et la sécurité de l'UE?

Similairement, une Europe, équipée de valeurs démocratiques et qui profite d'une stabilité fondée sur la démocratie, relève d'une haute importance pour la sécurité nationale de la Turquie.

La Turquie, en tant qu'Etat européen, mène une lutte parfaite contre les organisations terroristes telles que DAESH et le PKK afin d'assurer sa sécurité. De plus, la Turquie, une démocratie européenne depuis un siècle, a montré comment une nation pouvait protéger sa démocratie, à la suite de la tentative de coup du 15 juillet.

La Turquie, en tant qu'un Etat souverain protège ses frontières, mais protège en même temps les frontières de l'Europe. Lorsque l'on prend tout ceci en considération, nous souhaiterions nous focaliser sur l'aspect suivant: Continuerez-vous à res-

pecter vos engagements comme vous nous l'aviez promis ? C'est ce que nous aimerions voir.

Si la Turquie ne poursuivait pas une lutte intense contre le terrorisme, l'Europe ferait directement face à ce phénomène de terrorisme. Par conséquent, la Turquie mérite d'être appréciée pour ses efforts. L'émergence de faiblesses dans la lutte de la Turquie contre DAESH, le PKK, ou FETO, ne menacerait non pas seulement la sécurité de la Turquie mais aussi celle de l'Union européenne. Par conséquent, nous souhaiterions souligner que le soutien de nos collègues dans notre lutte non seulement contre DAESH, mais aussi contre FETO et le PKK relève d'une importance majeure.

Les frontières de la Turquie sont naturellement les frontières de l'Europe et de l'OTAN. Par conséquent, les mesures de sécurité prise par la Turquie sont directement liées à la sécurité de l'Europe et de l'OTAN.

Certains terroristes radicaux exploitent l'islam et les Musulmans. C'est là le point majeur. Néanmoins affirmer que « la communauté musulmane et l'islam deviennent un terrorisme radical » signifie passer à côté de l'essentiel du sujet. A savoir, quand certains terroristes exploitent une religion et les symboles de cette religion, cette religion ne doit pas être associée au terrorisme. Ne luttez pas suffisamment contre l'islamophobie, et c'est l'antisémitisme qui suit, suivi également à son tour par la xénophobie et l'hostilité contre l'Union européenne.



Nous devons tous ensemble lutter contre le terrorisme. Nous devons à maintes reprises insister sur le fait que le terrorisme n'a pas de nationalité, de religion ou d'identité. Ceux qui relient et font usage des mots islam et terrorisme ensemble oeuvrent en fait pour Al Queida et DAESH, en leur offrant un atout en termes idéologiques et en leur permettant d'obtenir de grands gains. Car, associer une religion au terrorisme signifie alimenter idéologiquement ceux qui exploitent la religion et mènent des attaques terroristes.



Que pensez-vous des mouvements d'extrême droite qui gagnent du terrain en Europe?

Tout comme nous nous sentons obligés de lutter contre les organisations terroristes comme DAESH dans notre région, nous continuerons à lutter contre l'extrême-droite, la xénophobie, l'antisémitisme, l'islamophobie et l'antagonisme envers la Turquie, qui a précisément été placé au centre de ces problèmes. C'est une lutte pour l'avenir de la région, du continent, et du monde dans son ensemble.

La haine propagée et les valeurs ciblées par les organisations faisant usage de cet argument terroriste radical, et les valeurs ciblées par l'extrême-droite et les éléments racistes en Europe, ne font qu'un. Ils partagent le même plan génétique; ce sont des jumeaux identiques. Si l'on n'y fait pas front de manière adéquate et fortement à travers les valeurs fondamentales politiques et si on leur donne du mérite pour des élections ou d'autres raisons, ils finiront à un moment ou un autre par dominer les principales arènes politiques.

Nous sommes confrontés à des défis majeurs. La crise migratoire, suivie de la lutte contre DAESH et d'autres organisations terroristes similaires, et la lutte contre les mouvements d'extrême-droite en Europe, qui partagent la même attitude anti-humanaire que DAESH et d'autres organisations terroristes... Il est nécessaire d'aborder tous ces aspects comme faisant partie d'un seul dossier. Quand nous les prenons tous en considération, la Turquie émerge comme un pays clé.

Les mouvements politiques racistes et fascistes en Europe et les mouvements tels que l'organisation terroriste DAESH sont des jumeaux politiques. Lorsque l'un prend du terrain, l'autre aussi et ils se doivent mutuellement leur existence. Il n'y a pas de différence entre le radicalisme que des organisations terroristes comme DAESH génère et le radicalisme que l'extrême droite génère en Europe. Tout un chacun devra faire front aux conséquences douloureuses qui en découlent et des mesures doivent être prises pour y remédier.

Nous avons beaucoup à accomplir ensemble particulièrement contre les mouvements d'extrême droite et la xénophobie qui gagnent du terrain en Europe, contre les organisations terroristes dans notre région, et les mouvements islamophobes et antisémites, et de même dans le domaine de la lutte contre le terrorisme.

Les mouvements d'extrême droite et des mouvements similaires en Europe menacent les valeurs démocratiques que nous partageons. Dans le même ordre d'idées, la vague terroriste qui gagne du terrain au sud de notre pays, perpétuée par des organisations terroristes telles que DAESH, le PKK, et PYD menacent également nos valeurs communes. Territoire européen, sécurité européenne, et valeurs européennes semblent coincées entre parenthèses. Comme pour la question migratoire, une convergence de la Turquie et de l'Union européenne et la construction de liens renforcés permettra de surmonter cette impasse et de mettre fin à tout ce cercle vicieux.

Que souhaitez-vous dire à propos de la lutte contre les tendances extrémistes?

Tout comme la chute du mur de Berlin a été un évènement clé positif du passé, aujourd'hui la montée de l'extrême droite et du nationalisme populiste est un évènement clé négatif. Des dizaines de murs de Berlin sont en train d'être construits en Europe actuellement. Nous allons lancer un avertissement envers la population européenne pour empêcher cela.

Nous demandons instamment aux progressistes de l'Europe, aux vrais démocrates de l'Europe, et à ceux qui restent loyaux aux valeurs fondamentales de l'Union européenne: Nous avons besoin, de lutter ensemble contre l'islamophobie, l'antisémitisme, la xénophobie et l'hostilité envers les migrants afin de véritablement protéger ce pluralisme.

En tant que Turquie, nous concentrons nos efforts pour adhérer à une union qui ne soit pas dominée par le discours de l'extrême



droite et où la diversité, la démocratie et les droits de l'homme sont respectés.

Un projet de l'Union européenne dans lequel la démocratie, les droits de l'homme et la diversité sont respectés est un objectif stratégique pour la Turquie. Toutefois, une Union européenne qui ne protège pas ces valeurs et qui vacille vers la vague raciste ne sera bien sûr pas une option pour la Turquie.

Les mouvements d'extrême droite et les mouvements anti-migrants et anti-réfugiés gagnent du terrain en Europe. Face à eux, nous devons conjointement contempler l'avenir de l'Europe et élaborer de nouvelles politiques pour un avenir commun. Nous croyons devoir travailler ensemble, non seulement pour la gestion de la question des réfugiés, mais pour la lutte contre les organisations terroristes telles que DAESH, Al Queida et autres, mais aussi pour l'avancement d'une Europe, basée sur des valeurs et à l'abri des mouvements racistes d'extrême-droite.





Quel est le rapport entre l'hostilité envers la Turquie et l'islamophobie, la xénophobie et l'antisémitisme?

Ceux qui créent l'islamophobie, l'antisémitisme et la xénophobie sont actuellement les mêmes éléments de l'extrême droite. Toutefois, il suffit de creuser et de regarder pour voir qu'ils sont en fait des éléments europhobes hostiles à l'Europe.

Ceux qui adoptent une position en incorporant l'islamophobie et l'antisémitisme à l'hostilité envers la Turquie créent en fait un terrain politique fondamental

pour l'europhobie. Tout soutien accordé à ce mouvement par les principaux politiciens sans prendre en considération les sensibilités liées à la question, ou toute approche préférant fermer les yeux ou ne pas l'enrayer pour des raisons de considérations politiques, donne naissance au renforcement de l'extrême droite dans leur propre pays et à l'affaiblissement des valeurs de l'Union européenne.

Lorsqu'on lève le voile de l'hostilité à l'égard de la Turquie, c'est l'islamophobie qui apparaît dessous, et sous l'islamophobie l'antisémitisme, et dessous c'est l'europhobie. Par conséquent, les personnes impliquées dans tout ça ne sont pas des europhiles. Au contraire, ils sont ceux qui ont une attitude hostile à l'égard des valeurs fondamentales de l'Union européenne.

La phobie de la Turquie est en substance de l'europhobie. L'islamophobie, l'antisémitisme, le xénophobie et l'antagonisme envers l'Union européenne sont en réalité des différentes manifestations d'une même mentalité pervertie. Ceux qui encouragent l'antagonisme envers la Turquie et l'islamophobie ne le font pas parce qu'ils sont des europhiles. Ils le font en réalité parce qu'ils sont contre les valeurs de l'Union européenne. Si l'islam et la Turquie n'étaient pas à l'ordre du jour en Europe, ce discours de haine se serait alors dirigé envers d'autres races et d'autres éléments au sein de l'Europe.

Il existe une politique de la poupée russe.

Vous parlez de poupée russe faisant référence aux mouvements d'extrême droite. Pourriez-vous vous expliquer s'il vous plaît?

Je me sens dans l'obligation de vous avertir de l'avenir de l'Europe dans le cadre de la vision européenne. La partie la plus à l'extérieur de cette poupée est la phobie d'ErdoĐan; l'hostilité envers ErdoĐan. Tout un chacun est focalisé dessus; c'est comme si vous ne pouviez pas vous exprimer sans faire de remarques sur ErdoĐan. Mais poursuivons, lorsqu'on soulève la première poupée russe, apparaît dessous la phobie de la Turquie. Encourager l'antagonisme envers la Turquie aide en fait l'extrême droite à gagner du terrain au sein de vos pays. Quand vous soulevez celle-ci, apparaît l'islamophobie. Sous l'islamophobie, vous trouvez l'antisémitisme, puis le racisme. Quand vous atteignez la poupée la plus à l'intérieur, vous retrouvez l'europhobie à la racine. Par conséquent, la phobie d'ErdoĐan, les Turquie-phobes, islamophobes et antisémites ne sont pas des europhiles mais sont plutôt opposés à l'Europe. Même vous si vous étiez un dirigeant de l'UE, vous seriez attiré par ce discours et éventuellement ce serait l'extrême droite qui en profiterait; vous ne devriez pas faire cela.



Avec la crise migratoire, nous avons été témoins de la manière dont l'Union européenne et la Turquie, agissant sur la base de croyances partagées et un plan d'action conjoint, a réussi à résoudre un problème global. C'est pourquoi, nous devrions également élaborer un plan d'action conjoint contre

Pensez-vous que le niveau de coopération entre la Turquie et l'UE en matière de la lutte contre le terrorisme soit suffisant ?

le terrorisme, qui est devenu un problème encore plus grand, menaçant les valeurs européennes autant que les valeurs fondamentales de l'humanité. La solidarité par elle-même n'est pas suffisante, un discours conjoint n'est pas en lui-même suffisant; il nous faut élaborer un plan d'action conjoint.

Impliquée dans les négociations d'adhésion, la Turquie a une relation spéciale avec l'Union européenne. Dans le cadre de cette relation, l'UE aurait pu soutenir la Turquie dans la lutte contre DAESH en Syrie, devenant alors part de cette vue d'ensemble, mais ils ne l'ont pas fait. Donc, une Union énorme, une Union si grande, un géant du point de vue économique fait malheureusement preuve d'une performance de nain dans le domaine de la politique étrangère.

Le terrorisme est du terrorisme; il a de différentes ramifications. Une telle ramification est DAESH, une autre est le PKK, une autre est DHKP-C, ou toute autre organisation terroriste n'importe où dans le monde. Il n'y a pas de distinction entre les organisations terroristes; DAESH n'est pas diffé-

rent du PKK, et le PKK n'est pas différent de DHKP-C. Par conséquent, lorsque nous sommes témoin que l'on autorise la mise en place d'une tente du PKK dans une capitale européenne, c'est comme si DAESH était autorisé à monter une tente. Nous ne voyons aucune différence entre ces deux faits.

Il ne peut y avoir de mais ou de pourtant quand nous parlons du terrorisme. Nous ne pouvons faire aucun compromis dans notre approche contre une organisation terroriste. Une approche fondée sur des principes doit être développée contre eux.

J'explique clairement à mes homologues que nous avons besoin d'un plan d'action conjoint total, qui ne ferait pas de discrimination ou qui ne donnerait pas la priorité parmi les organisations terroristes telles que DAESH et le PKK, et qui les ciblerait toutes ensembles. Ceci est aussi important pour la sécurité de la Turquie que pour la sécurité européenne, et la sécurité du monde dans son ensemble.



Lorsque la Turquie lutte contre DAESH, elle lutte contre le terrorisme. Quand elle lutte contre le PKK et PYD, elle lutte également contre le terrorisme. En conséquence, saluer l'un d'eux mais critiquer l'autre signifierait faire deux poids deux mesures en terme de terrorisme. Nous le voyons très clairement, le PYD a un agenda secret qui ne peut en aucun cas contribuer à la paix dans la région, à la sécurité de la Turquie ou à la sécurité de l'Europe; cet agenda secret est rempli de liens terroristes.

Il n'y a pas de différence entre les organisations terroristes DAESH et le PKK. Si les pays luttant contre DAESH permettent au PKK d'ouvrir des expositions et de monter des tentes, ceci entraîne un deux poids deux mesures en terme de lutte contre le terrorisme. La logique affirmant que le PKK cesse d'être une organisation terroriste parce qu'elle ne mène pas d'attaques contre vous en Europe, mais que tout le monde doit se battre contre DAESH parce qu'ils vous attaquent est une logique perversité. La Turquie est un pays souverain et ne fait pas de différence entre DAESH et le PKK en terme de sécurité nationale. Ceci est la bonne approche.

Rappelez-vous de l'Afghanistan et souvenez-vous de l'état dans lequel s'est retrouvé ce pays à la suite de l'utilisation d'une organisation terroriste contre une autre. Malheureusement, la même erreur est commise à proximité de la Méditerranée, tout près de la Turquie, dans un pays si proche de l'Europe. Une organisation terroriste est

dressée contre une autre. Penser qu'une organisation terroriste mènera une véritable lutte fondée sur des principes contre une autre organisation terroriste avec laquelle elle partage le même plan, est complètement erroné pour le monde moderne.

Il y a dans certaines parties de l'Europe une sympathie envers les membres de l'organisation terroriste PKK. En réalité, il n'y a pas de différence entre DAESH et le PKK. Certains terroristes, alors qu'ils sont membres de DAESH, peuvent agir comme des membres du PKK afin de dissimuler leur propre identité. Nous voyons l'émergence d'une définition plus hybride du terrorisme et des méthodes terroristes. Dans ce contexte, nous avançons à travers une phase durant laquelle de nouveaux dangers émergent pour ceux qui font une distinction entre organisations terroristes et terroristes. Nous devons faire preuve d'une coopération plus intense à cet égard.

Quand DAESH mène une attaque terroriste en Turquie, nous recevons de très forts messages d'alliance de la part de nos alliés et collègues, mais nous ne bénéficions pas d'assez de soutien quand le PKK mène une attaque terroriste. Le constat est clair. Il s'agit d'un cas de deux poids deux mesures.

Nous n'acceptons pas de hiérarchisation ou de catégorisation des organisations terroristes. Nous pensons que l'occident doit assumer, contre les organisations terroristes du PKK et FETO, exactement le même comportement qu'elle assume contre DAESH.

Le FETO est une organisation terroriste hostile à la démocratie, à la société et aux institutions publiques. De ce fait, la question dont il s'agit ici n'est pas celle de personnes légitimes telles que les juges, académiciens et journalistes.

**Comment dé-
finissez-vous
l'organisation
terroriste Fe-
thullah Gulen
(FETO)?**

Cette organisation terroriste est l'auteur d'atrocités qui sont contre l'humanité et la nation, et qui surpasseraient même les Nazis dans l'histoire de l'Europe.

A côté de l'organisation terroriste FETO, les Nazis étaient des amateurs. Ils seraient des élèves d'école primaire comparés à FETO. Il s'agit d'une organisation qui a massacré ses compatriotes en utilisant des avions de chasse, des tanks, des navires de guerre, et des hélicoptères. Personne ne devrait penser que nous pourrions revenir sur notre position dans cette lutte que nous menons contre eux.

Le combat contre le FETO n'est pas une simple décision politique de la part de notre gouvernement. Il s'agit d'une décision existentielle pour notre pays, pour notre Etat. Il est hors de question de renoncer à cette lutte. Nous luttons contre une structure qui souhaite construire un régime autocratique et abolir l'ordre légal séculaire, démocratique en Turquie au nom d'une croyance religieuse déviante.

A l'issue de l'attaque terroriste sur Charlie Hebdo en France, de nombreux dirigeants y compris le premier ministre turc, ont rendu visite à la France et fait preuve de solidarité envers la démocratie française et son peuple.

A l'issue de la tentative de coup d'état, la solidarité attendue entre la Turquie et l'UE a-t-elle émergée?

Toutefois, l'année passée, de nombreuses attaques plus sérieuses que Charlie Hebdo ont été perpétrés en Turquie. La Turquie a même fait face à une tentative de coup avec des tanks et des avions de chasse; mais malheureusement, il n'est pas possible de dire que nos collègues en Europe et les démocraties européennes aient fait preuve de la solidarité envers la Turquie à laquelle nous aurions dû nous attendre.

A l'exception du secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères, Alan Duncan, qui a rendu visite à la Turquie durant les premières semaines après la tentative de coup, tous les visiteurs de l'UE ont commencé à arriver un mois et demi plus tard. Comme l'a déclaré l'ancien premier ministre suédois et le secrétaire général du Conseil de l'Europe Thorbjorn Jagland, cette tentative de coup a pris place contre un Etat européen et une démocratie européenne au sein du territoire de l'Europe. Etant données les circonstances, nous aurions dû nous attendre à ce que les officiels de l'UE fassent preuve d'une plus grande solidarité envers la Turquie.

Si une telle solidarité s'était manifestée, premièrement, des messages auraient été donnés au monde, que l'Union européenne soutient également les démocraties en difficulté en dehors de ses frontières, et que des coups sont inacceptables.

Deuxièmement, cela aurait infligé le plus grand coup à l'idéologie des organisations terroristes extrémistes telles que DAESH qui ont pour objectif d'attirer de jeunes recrues. Car aujourd'hui, venir à bout des idéologies d'organisations terroristes telles que DAESH est plus important que de vaincre ces organisations militairement.

Par exemple, la réponse du politicien tunisien Raġid Gannuġi à la question: Où a été tué Osama Bin Ladin? était: Il n'a pas été tué au Pakistan mais en Tunisie. La raison pour laquelle il avait donné une telle explication est que quand ils étaient arrivés au pouvoir par la voie démocratique, les Musulmans de Tunisie avaient démontré l'invalidité du message suivant de Bin Ladin adressé aux jeunes: « même si vous accédez au pouvoir par la démocratie, il y aura certainement un coup pour nuire à votre pouvoir; donc, la seule chose à faire est de rejoindre Al Queida et de vous battre contre l'Occident ».

Si l'UE avait exprimé un message fort de solidarité après la tentative de coup en Turquie, ce message aurait également été effectif contre les organisations terroristes faisant usage du radicalisme.

Dans ces conditions de conflits ethniques et sectaires et d'instabilité économique, l'amélioration d'un sentiment d'unité, et l'inclusion de la Turquie, sont en fait, de ce point de vue, nécessaires aux intérêts nationaux de chaque Etat membre de l'UE.

Dans quelle direction les relations entre la Turquie et l'UE devraient-elles évoluer face aux instabilités régionales et mondiales?



Ce qui a converti l'empire romain en une puissance globale avait été d'avoir l'Anatolie incluse dans sa géographie comme l'extension naturelle du continent européen. Cela est également valable aujourd'hui. Autrement dit, en tant que puissance globale, l'UE ne peut garder ces valeurs en vie qu'ensemble avec la Turquie.



Pourquoi est-il important de maintenir ouvertes des voies de communication entre la Turquie et l'UE?

Nous trouvons les mots de la chancelière allemande, Mme. Angela Merkel particulièrement significatifs: « Ne parlons pas l'un de l'autre, mais parlons-nous ». Nous parlons l'un de l'autre depuis longtemps. Mais en réalité, nous devons nous parler et garder les voies de la communication ouvertes.

Par exemple, les officiels de la Commission européenne font parfois des déclarations critiquant l'autoritarisme dans les Etats membres de l'UE comme la Pologne et la Hongrie, et expriment leur insatisfaction sur l'élection de Donald Trump comme président américain et font part de leurs inquiétudes quant aux développements en Turquie. Néanmoins, personne ne développe une approche envisageant l'expulsion de l'UE de la Pologne ou de la Hongrie ou la coupure des liens avec les Etats-Unis.

Toutefois, quand il s'agit de la Turquie, ils suggèrent des propositions telles que l'interruption des pourparlers et des négociations. Dans ce contexte, le prétexte avancé est l'attitude négative de l'opinion publique européenne envers la Turquie. En fait, les politiciens eux-mêmes font des déclarations qui empoisonnent et égarent l'opinion publique et par conséquent, ces préjugés s'institutionnalisent. Nous devons poursuivre le dialogue, c'est là une condition pour la résolution des problèmes. Alors que le dialogue politique entre la Turquie et le cercle

des officiels de l'UE se poursuit, il est souhaitable qu'un dialogue direct soit également maintenu entre journalistes, académiciens, organisations non-gouvernementales et hommes d'affaires.

Concernant l'amélioration du dialogue, nous nous attendons à ce que l'UE préfère une rhétorique raisonnable et équilibrée qui serait plus prudente, plus équilibrée, plus tournée vers l'avenir et qui garderait les voies de la communication ouvertes. La Turquie et l'UE doivent créer un langage de solidarité et de partenariat, pas de compétition.





L'unité de la Turquie de l'Union européenne contient aujourd'hui, bien plus que dans le passé, le potentiel de se développer davantage et d'engendrer une plus grande valeur ajoutée. Nous sommes désormais dans une phase où des liens beaucoup plus forts doivent être tissés et une plus grande communication doit être menée entre la Turquie et l'UE. Les relations entre la Turquie et l'UE relèvent d'une importance beaucoup plus élevée du point de vue du contexte stratégique que toute autre genre de relation.

A travers l'histoire, nous avons été une puissance européenne, et aujourd'hui nous sommes un pays démocratique européen. Puisque personne ne peut changer cette réalité, si la théorie entre en conflit avec la réalité, après un temps la théorie devra se conformer à la réalité.

Quoiqu'il arrive et peu importe le déroulement des événements, en tant que puissance européenne et pays démocratique, la Turquie ne sera jamais un pays périphérique. La Turquie restera un pays central. La Turquie continuera d'exprimer son opinion en tant que pays qui parle depuis le sein de l'Europe afin de s'assurer que l'UE devienne une union encore plus forte que jamais, qui fera adéquatement, l'éloge des messages de paix.



C'est aujourd'hui qu'il s'agit de créer de nouveaux liens entre la Turquie et l'UE. C'est aujourd'hui le jour d'ouvrir de nouvelles voies de communication entre la Turquie et l'UE. C'est aujourd'hui le jour pour établir des relations solides entre la Turquie et l'UE. Nous pouvons faire de ce bouleversement une opportunité pour les relations Turquie-UE. Nous pouvons mettre en route un nouvel agenda, un nouveau processus au moyen d'une critique constructive et d'un ordre du jour positif concernant la résolution des problèmes à la fois en Europe et dans notre région.

En réalité, le 15 juillet est le jour où tout un chacun a été témoin du haut niveau de conscience démocratique de la Turquie. Laissez place à un environnement dans lequel personne ne donne de leçons à personne, personne ne pointe le doigt sur personne, où nous nous serons la main et nous nous asseyons à une table et continuons à nous exprimer librement sur un pied d'égalité.

La Turquie est un pays des Balkans, un pays de la Mer Noire, un pays méditerranéen et un pays d'Asie, mais aussi, et c'est un fait historique, un pays européen, et une démocratie européenne depuis un siècle. Le peuple turc a fait preuve de son adhérence à la démocratie devant le monde entier en résistant à la tentative de coup d'Etat haineuse du 15 juillet. La Turquie continuera sur la voie de ses propres réformes en vue d'améliorer sa propre démocratie, son Etat de droit et son économie.

Au nom de l'humanité, de la démocratie et des valeurs, il est nécessaire pour nous tous de créer un tout nouveau défi contre les mouvements d'extrême droite et la xénophobie qui gagnent du terrain en Europe et contre les organisations terroristes inhumaines qui massacrent les gens au sud de notre pays en se cachant derrière les concepts sacrés de l'Islam. Il nous lancer un nouvel appel au monde et nous devons discuter dans le cadre de cet appel.





REPUBLIQUE DE LA TURQUIE
MINISTERE DES AFFAIRES EUROPEENNES

Mustafa Kemal Mahallesi 2082. Cad.
No: 5 06530 100.Yıl Çankaya / Ankara - TURKEY
Phone : +90 312 218 13 00
Fax : +90 312 218 14 64



/ABBakanligi

www.ab.gov.tr